

## APRÈS UNE SEMAINE DE GRÈVE

## Retour à la normale dans les lycées

**Début de semaine ordinaire dans les lycées d'Alger. Après une semaine de grève ponctuée de rassemblements devant l'annexe du ministère de l'Éducation, les lycéens ont repris les cours. Ils restent néanmoins en attente de la note fixant le seuil des programmes que la tutelle s'est engagée à faire parvenir aux chefs des établissements avant la fin de la semaine.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Les assurances du ministère de l'Éducation ont eu pour effet l'arrêt d'un mouvement de contestation à effet boule de neige. La mobilisation qui avait commencé essentiellement au niveau des lycées de l'est d'Alger s'était propagée à des établissements situés à Kouba ou à Rouiba.

Auparavant, les lycéens de Constantine et de Tizi-Ouzou avaient déjà donné le ton en exigeant de connaître rapidement le seuil des cours à réviser pour l'examen du bac et en appelant à repousser la date de ce dernier. A Alger, les lycéens ont pris d'assaut à deux reprises l'annexe du ministère de l'Éducation après avoir parcouru à pied de nombreux kilomètres.

La première rencontre avec des responsables du ministère de l'Éducation n'avait pas été satisfaisante, selon les lycéens protestataires qui ont récidivé jeudi.

Ils ont été reçus une seconde fois pour apprendre que le ministère avait finalement fixé le seuil des cours à réviser au 1<sup>er</sup> mai. Un des lycéens expliquait hier que le responsable au niveau du ministère leur avait demandé de rejoindre leurs établissements avec la garantie de leur envoyer, avant la fin de la semaine, une note fixant les seuils tels que réclamés par les élèves de terminale. Ces derniers ont exprimé leurs inquiétudes de ne pas pouvoir terminer les programmes au regard du programme qu'ils qualifient de surchargé. Ils affirment que des enseignants, soucieux de terminer le programme dans les délais, accélèrent la cadence sans prendre en considération le rythme de compréhension des élèves.

Au lendemain d'un mouvement de contestation qui avait, dans un premier temps, touché les wilayas de Constantine et



Photo : Djallel B.

Les lycéens ont protesté contre la surcharge des programmes scolaires.

d'Oran, le ministère de l'Éducation s'était montré rassurant, rappelant que les modalités de l'examen du baccalauréat 2012 étaient les mêmes que les années précédentes.

Un communiqué rappelait que les enseignements dispensés aux classes de terminale prendront fin le jeudi 10 mai 2012 au

soir, alors que l'examen blanc du baccalauréat sera finalisé avant cette date, affirmant que les sujets du baccalauréat ne porteront que sur les cours «effectivement dispensés» et que la commission nationale de suivi des programmes arrêtera à la date du 10 mai, pour chaque filière et pour chaque matière, les seuils

fixant les limites du programme de référence destiné à l'élaboration des sujets d'examen du baccalauréat et qui sera, dans le même temps, porté à la connaissance des candidats au baccalauréat. Il n'est pas question pour le moment de changer la date de l'examen.

N. I.

## Erratum

Le dernier paragraphe de la contribution de Abdelhak Brerhi, parue dans notre édition d'hier, a été amputé d'un passage en fin de texte. Nous republions l'intégralité du paragraphe en question tout en nous excusant auprès de l'auteur et de nos lecteurs.

Beaucoup d'amis découragés, désabusés et écoeurés m'ont dit : Il n'y a rien à faire, rien ne sert d'écrire ou d'appeler encore au rassemblement.

Après plusieurs hésitations, je me suis résolu quand même à nouveau à écrire et à appeler encore une fois au rassemblement démocratique, convaincu qu'une seule voix, même isolée, est un acte d'indignation et de résistance pour rester debout ! En lieu et place d'une lettre ouverte à mes amis démocrates républicains, qui aurait pu être perçue prétentieuse par certains, j'ai préféré avoir recours à une modeste contribution citoyenne, dans un contexte national des plus préoccupants pour l'avenir de mon pays.

Si j'étais dans le système et non pas du système que j'ai combattu de l'intérieur comme de l'extérieur, notamment en claquant la porte du Sénat, sans prétention aucune et en toute humilité, j'ai été, je suis et je demeurerai toujours un homme libre, un homme de conviction, un homme qui a servi honnêtement et avec abnégation son pays comme beaucoup d'autres, mais sûrement pas et jamais un «harki» de ce système.

En règle générale, si le silence est d'or, il peut être aussi perçu par certains comme un signe de découragement, de fatalité, voire d'indifférence ou, au pire, de complicité ! Je fais mienne l'une des phrases de Marguerite Duras : Ecrire, c'est aussi se taire, c'est ne pas parler, c'est hurler sans bruit !

## ILS TIENDRONT UN SIT-IN DE SOLIDARITÉ À LA FIN DU MOIS

## Les médecins résidents se mobilisent pour les cancéreux

**Le Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) tiendra, le 31 janvier prochain, un rassemblement de soutien aux malades cancéreux, au CPMC de l'hôpital-Mustapha Pacha d'Alger**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Les médecins résidents se mobilisent, encore une fois, pour dénoncer les conditions de prise en charge des malades cancéreux.

Résidents à «sang pour sang» avec leurs malades. C'est le slogan choisi par les résidents pour organiser, le 31 janvier prochain, une opération de don de sang au profit des

malades cancéreux. Cette action de solidarité sera accompagnée par un rassemblement devant le CPMC dans le but d'exprimer la solidarité et la compassion de la corporation envers les patients mais aussi d'alerter l'opinion publique sur la réalité des conditions de prise en charge des malades atteints de cancer à qui on ne donne pas la chance de pouvoir

se soigner». Les initiateurs de cet événement tiennent également à dénoncer la pénurie persistante des médicaments à laquelle ils font face quotidiennement dans leurs services.

«La pénurie de médicaments subsiste toujours, malgré les affirmations contraires de nos responsables, qui se sont livrés à une véritable offensive médiatique pour se dédouaner en chargeant le mystérieux lobby du médicament de tous les maux. Ce dernier est accusé d'avoir réussi l'exploit de sur-

facturer pour 150 millions de dollars sans qu'aucune autorité de l'Etat n'intervienne. Il serait le seul responsable de cette pénurie devenue constante à force d'être cyclique», a dénoncé le Camra.

Cette action, à travers laquelle les initiateurs réclament des «solutions urgentes» pour la prise en charge des patients cancéreux, est la deuxième initiative du genre après celle organisée en octobre dernier.

S. A.

## IL NE TIRE PAS AU CLAIR LA RÉCENTE OPÉRATION RHP

## L'accord de la discorde à Laghouat

**L'accord conclu entre les autorités locales, à leur tête le wali, et la société civile représentée par une notabilité locale, est loin d'être du goût des protestataires qui se disent être menés en bateau et menacent de reprendre possession de la rue au cas où leur principale revendication n'est pas satisfaite.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Des manifestants qui, à chaque fin de journée, se donnent rendez-vous, en petits groupes, à la place de la Résistance, devant la Grande Poste, dans l'espoir de faire revivre la contestation du début de l'année. Tentatives apparemment vaines tant l'usure a tout l'air d'avoir pris le dessus. Ce qui est loin de diminuer de leur détermination à tenir à leur revendication, l'annulation pure et simple des listes de bénéficiaires des logements dans le cadre d'une opération de résorption de l'habitat précaire. Cet accord de la discorde, les manifestants le considèrent

comme un reniement des autorités locales quant à leur engagement de tirer au clair cette distribution qui aurait été entachée d'irrégularités, à l'origine d'ailleurs du soulèvement de la population. Et pour cause, affirme Habib Djamed, secrétaire général de la section locale de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme, l'accord ne fait aucune référence à ce préalable puisqu'il stipule l'évacuation totale des derniers bénéficiaires de l'opération RHP pour les loger ailleurs. Ces derniers devront se faire remplacer par des médecins spécialistes et des enseignants universitaires qui s'apprêteront à débarquer pour renforcer ces deux secteurs névralgiques dans la wilaya en manque d'encadrement qualifié. Mais cette option semble difficile d'application puisque bien des familles ont déjà signifié leur refus de vider les lieux.

Autres clause de cet accord, la construction de 600 logements sur le site de Lamhafir rasé, l'octroi de 500 aides pour la réhabilitation du vieux bâti, le passage au

crible des dossiers en instance concernant la distribution prochaine de 1090 logements et la révision du PDAU (Plan directeur d'aménagement urbain) de la ville avec promesse d'y associer deux représentants du mouvement associatif.

Autant de clauses qui, selon notre interlocuteur, «éludent superbement l'impératif de faire toute la lumière sur cette opération RHP de peur, dit-il, que cela éclabousse bien des responsables locaux à tous les niveaux».

Le secrétaire général de la section locale de la LADDH a, en outre, fait part de rumeurs persistantes autour de plaintes que des agents de l'ordre s'apprêteraient à déposer contre des manifestants qui leur auraient provoqué des blessures.

Une initiative qui, selon Habib Djamed, «s'apparente plus à une manière de dissuader des jeunes manifestants» qui, pour rappel, et depuis quelques jours, explorent les meilleurs moyens pour agir similairement.

M. K.